

## **EXTRAIT DU REGISTRE DES DECISIONS DU PRESIDENT**

Le Président de Hautes Terres Communauté

**Objet : Décision expresse de refus d'exercer le droit de préemption urbain – DIA.015.138.24.0006 – Murat**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales, notamment l'article L.5211-10 ;

**Vu** les statuts de Hautes Terres Communauté et notamment sa compétence « plan local d'urbanisme, document en tenant lieu et carte communale » ;

**Vu** le Code de l'urbanisme et notamment l'article L. 211-1 à L. 211-7 et R. 213-4 à D. 213-13-4 ;

**Vu** la délibération n°2021CC-191 du Conseil communautaire en date du 04 octobre 2021 portant exercice du droit de préemption urbain ;

**Vu** la délibération n°2023-CC-081 du Conseil communautaire en date du 13 avril 2023 portant délégation d'attributions du Conseil communautaire au Président ;

**Vu** la délibération du Conseil municipal de Murat en date du 25 février 2020 portant approbation de la révision du plan local d'urbanisme de Murat ;

**Vu** la délibération n°2021CC-190 du Conseil communautaire en date du 04 octobre 2021 portant institution du droit de préemption urbain sur les communes de Murat, Albepierre-Bredons et Lavigerie ;

**Vu** la déclaration d'aliéner en date du 15 février 2024, reçue en mairie de Murat le 16 février 2024, de l'Office notarial GMT ;

**Vu** l'avis favorable du Bureau communautaire en date du 04 mars 2024 ;

### **DECIDE**

**Article 1** : De refuser d'exercer le droit de préemption urbain sur le bien désigné ci-dessous :

Description du bien			
<b>Adresse</b>	31 Rue du Faubourg Notre Dame 15300 MURAT		
<b>N°de section(s) de(s) parcelles(s) et superficie(s)</b>	AE172	212	m <sup>2</sup>
	<b>Superficie totale</b>	<b>212</b>	<b>m<sup>2</sup></b>
<b>Zonage du PLU</b>	Ua		
<b>Nature du bien</b>	Bâti sur terrain propre Lot n°1 au RDC quote part des parties communes 5/51 Local Commercial		
<b>Prix</b>	22 000 €		
<b>Condition(s) de l'aliénation projetée</b>	Vente à un tiers		

**Article 2 :** La présente décision ne vaut que dans la limite des renseignements contenus dans la déclaration d'intention d'aliéner ;

**Article 3 :** Il sera rendu compte de la présente décision au prochain Conseil communautaire ;

**Article 4 :** Madame la Directrice de Hautes Terres Communauté est chargée de l'exécution de la présente décision.

Le Président,

Didier ACHALME



La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois, à compter de sa publication.